



PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le **-7 DEC. 2011**

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Affaire suivie par Véronique VOLAY

☎ : 04 72 61 37 86

✉ : veronique.volay@rhone.gouv.fr

ARRETE

**obligeant la société TUILERIE DE PRONY - ETABLISSEMENT A. DUBET ET CIE
à consigner entre les mains d'un comptable public
une somme répondant du montant des frais des mesures à mettre en œuvre
en vue de la mise en conformité des carrières qu'elle exploite
lieux-dits « Prony » et « Les Sabottes » à OINGT**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral, en date du 11 septembre 2002, mettant en demeure la société TUILERIE DE PRONY - ETABLISSEMENT A. DUBET ET CIE à OINGT de respecter, pour l'exploitation de ses carrières situées lieux-dits « Prony » et « Les Sabottes », les dispositions prévues aux articles 4, 5 et 13 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et aux articles 4, 6, 10, 15, 16 et 20 du règlement général des industries extractives (RGIE) ;

VU l'arrêté préfectoral, en date du 30 juillet 2003, autorisant la société TUILERIE DE PRONY - ETABLISSEMENT A. DUBET ET CIE à poursuivre l'exploitation de la carrière d'argile située lieu-dit « Prony » à OINGT, pour une durée de trente ans ;

... / ...

VU l'arrêté préfectoral, en date du 30 juillet 2003, autorisant la société TUILERIE DE PRONY - ETABLISSEMENT A. DUBET ET CIE à poursuivre l'exploitation de la carrière de gorrh située lieu-dit « Les Sabottes » à OINGT pour une durée de trente ans ;

VU le rapport, en date du 28 juillet 2011, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, suite à une visite effectuée sur site, le 16 juin 2011, par le service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU ensemble le courrier adressé à l'exploitant le 5 août 2011 répondant aux dispositions de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et sa réponse du 12 septembre 2011 ;

VU le rapport complémentaire, en date du 20 septembre 2011, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la société TUILERIE DE PRONY - ETABLISSEMENT A. DUBET ET CIE était tenue de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 septembre 2002 précité, dans les délais de 1 et 3 mois, à compter de sa notification ;

CONSIDERANT que lors d'une visite sur les lieux effectuée le 16 juin 2011, l'inspecteur des installations classées a constaté notamment l'absence de panneaux d'information du public à l'entrée des deux sites précités et le défaut de rédaction des dossiers de prescriptions imposés par le RGIE ;

CONSIDERANT que le délai imparti par l'inspection à l'exploitant pour apporter la preuve de son engagement à prendre les mesures destinées à lever ces écarts était fixé au 15 septembre 2011 et qu'à ce jour, aucun bon de commande relatif à la réalisation des panneaux d'information du public et à la rédaction des dossiers de prescriptions n'a été fourni ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, que la société TUILERIE DE PRONY - ETABLISSEMENT A. DUBET ET CIE n'a pas obtempéré dans les délais qui lui étaient impartis aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 septembre 2002 précité ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de mettre en oeuvre à l'encontre de la société TUILERIE DE PRONY - ETABLISSEMENT A. DUBET ET CIE la procédure de consignation d'une somme de 2310 euros répondant du montant des frais des mesures à mettre en oeuvre pour la mise en conformité des deux carrières d'OINGT, cette somme correspondant à :

- 500 euros pour la pose d'un panneau d'information du public sur la carrière de Prony,
- 500 euros pour la pose d'un panneau d'information du public sur la carrière des Sabottes,
- 1310 euros pour la rédaction des dossiers de prescriptions pour les deux carrières précitées ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La procédure de consignation de somme est engagée à l'encontre de la société TUILERIE DE PRONY - ETABLISSEMENT A. DUBET ET CIE afin d'assurer la réalisation des mesures nécessaires à la mise en conformité des carrières d'OINGT, à savoir la pose d'un panneau d'information du public sur la carrière de Prony, la mise en place d'un panneau d'information du public sur la carrière des Sabottes et la rédaction des dossiers de prescriptions pour les deux carrières précitées.

A cet effet, un titre de perception d'un montant de 2310 EUROS (deux mille trois cent dix €), correspondant à l'évaluation du montant des frais des mesures susindiquées, est rendu immédiatement exécutoire.

ARTICLE 2 : Après avis de l'inspection des installations classées, la somme consignée pourra être restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution, par lui-même, des mesures prescrites.

ARTICLE 3 : En cas d'inexécution des travaux, dans un délai de *trois mois* après la notification du présent arrêté, et après déclenchement de la procédure de travaux d'office prévue à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, l'exploitant perdra bénéfice de la somme consignée. Cette dernière pourra alors être utilisée pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prescrites.

ARTICLE 4 : Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

ARTICLE 5 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional des finances publiques de la région Rhône-Alpes et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire d'OINGT,
- à l'exploitant.

Lyon, le 27 DEC. 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale
Josiane CHEVALIER

